

MRC SEPT-RIVIÈRES ET MINGANIE

LE BULLETIN D'INFORMATION



Joyeuses Fêtes de la part de nous tous!

La fin de 2025 conclura notre 45e année d'existence. Notre association de consommateurs œuvre sans relâche pour défendre les droits individuels et collectifs des citoyens de la région de Pentecôte à Natashquan, depuis le 17 mars 1980. Notre détermination à accompagner et soutenir une population souvent confrontée à des défis économiques et sociaux grandissants se poursuivra encore pendant longtemps.

Notre petite équipe passionnée et dévouée, a su répondre aux nombreuses demandes d'une clientèle éloignée et particulièrement affectée par les réalités économiques et politiques actuelles. **Notre mission enracinée depuis plus de 45 ans : offrir aux consommateurs les outils nécessaires pour faire valoir leurs droits, tout en renforçant leur littératie financière et budgétaire.** Nous croyons fermement que mieux informer les citoyens, c'est leur permettre de faire des choix éclairés et de préserver leur qualité de vie.

Veiller à ce que les besoins essentiels des consommateurs soient respectés et que leurs droits demeurent défendus, sera toujours notre priorité.

Et nous ne serions pas en mesure d'accomplir notre mission sans la présence de notre merveilleux conseil d'administration, nos membres, nos partenaires et nos bailleurs de fonds. De la part de nous tous ici au CRIC, nous vous remercions et nous vous souhaitons de très joyeuses fêtes remplies, d'amour, de bien-être et de santé financière.



Centre de recherche et
d'information en consommation
MRC de Sept-Rivières et MRC de la Minganie

“

Nous ne pourrons jamais vous remercier assez de faire partie de notre association. Nous vous souhaitons le plus merveilleux des Noël.



”

MERCI DE VOTRE SOUTIEN.

NOUS SOMMES IMPATIENTS DE VOUS VOIR LORS DE LA NOUVELLE ANNÉE.



La chronique du CRIC

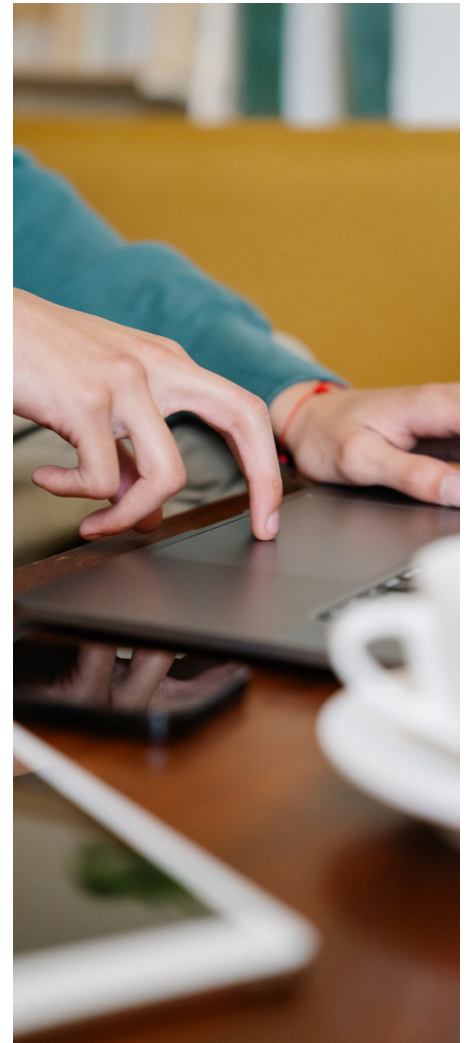
Littératie numérique, IA et sécurité : protéger les consommateurs dans un monde en pleine mutation.

Chaque année, la frénésie du Vendredi fou revient comme une vague qui balaie notre sens critique. Cette campagne promotionnelle, désormais étalée sur plusieurs jours – voire plusieurs semaines – pousse les consommateurs à acheter des produits souvent non essentiels, à s'équiper de ce qu'ils possèdent déjà ou à succomber à des « rabais » qui, dans bien des cas, n'en sont pas réellement. Derrière les vitrines numériques et les bannières éclatantes se cachent trop souvent des prix artificiellement gonflés, des réductions trompeuses ou des offres limitées qui misent sur la pression psychologique du « maintenant ou jamais ». Résultat : de nombreuses personnes se retrouvent à acheter à crédit, à s'endetter davantage, et à fragiliser leur équilibre financier avant même que la période des Fêtes ne commence. Cette dynamique met en lumière un enjeu plus vaste : notre rapport à la consommation dans un environnement numérique qui nous sollicite en continu et exploite nos vulnérabilités financières.

La transition massive des services vers le numérique a transformé notre façon de consommer, de communiquer et de gérer nos finances. L'achat d'un produit, la demande d'un prêt, la déclaration d'impôt ou la consultation d'un relevé bancaire se font désormais en ligne, souvent en quelques secondes. Cette évolution, accélérée par l'intelligence artificielle (IA), offre de nouvelles possibilités, mais elle ouvre également la porte à une hausse marquée des fraudes financières, de l'hameçonnage et du vol d'identité. Dans ce contexte, outiller les citoyens et renforcer la protection des consommateurs devient essentiel.

Une montée des risques amplifiée par la technologie

Les fraudeurs bénéficient aujourd'hui d'un contexte particulièrement favorable :



FAITS RAPIDES

01

LA CENTRALISATION DES DONNÉES

- rend les plateformes encore plus attrayantes pour les cybercriminels ;

02

LES OUTILS D'IA

- permettent de générer des courriels, textos, appels ou imitations vocales très crédibles ;

03

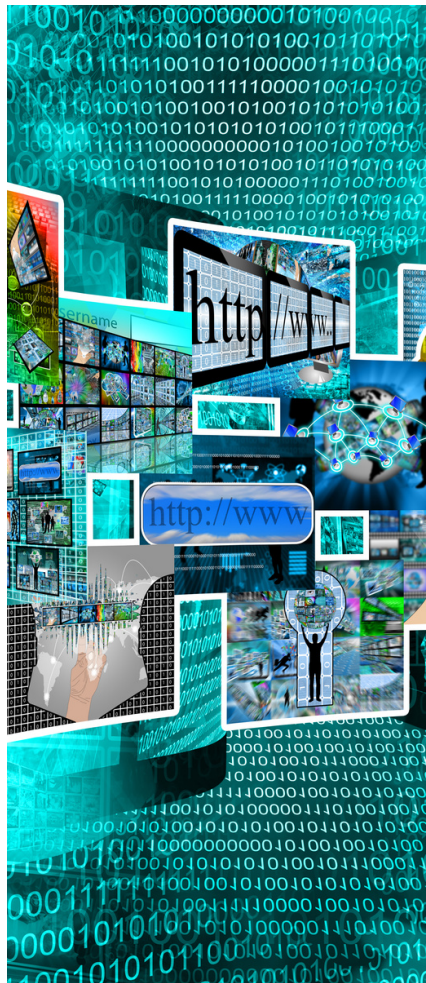
LA LITTÉRATIE NUMÉRIQUE ET FINANCIÈRE INÉGALE

- augmente la vulnérabilité de nombreux citoyens, notamment les aînés et les ménages à faible revenu.

Ce paradoxe est frappant :

Alors que les institutions financières assurent constamment offrir des systèmes hautement sécurisés, c'est pourtant sur les comptes, les cartes et les plateformes de ces mêmes institutions que la majorité des fraudes sont détectées. Les consommateurs se retrouvent donc dans une situation où l'on leur promet une sécurité maximale, mais où les risques réels se manifestent directement dans les produits qu'ils utilisent au quotidien.





Un accès à l'information encore insuffisant

Pour réduire ces risques, l'information doit être claire, accessible et répétée. Cela passe par :

- des campagnes publiques expliquant les principales arnaques ;
- des guides pratiques faciles à comprendre ;
- des portails officiels centralisés pour signaler les fraudes ;
- des partenariats avec les institutions communautaires ;
- une intégration réelle de la littératie numérique et financière dans les écoles et en formation continue.

Mais cette mission se heurte à un défi majeur : une grande proportion de consommateurs ne prennent pas le temps de lire, ne comprennent pas ou n'arrivent pas à décoder les informations essentielles. Analphabétisme, surcharge cognitive, fatigue numérique ou manque d'habitude de lecture expliquent en partie la situation. Les consommateurs se tournent alors vers les solutions les plus faciles et les plus rapides : liens à cliquer, formulaires instantanés, publicités "obtenez 10 000 \$ maintenant !".

Cette facilité, si séduisante, est aussi ce qui rend les fraudes si efficaces.

Le rôle ambigu des institutions financières

Alors que l'on demande aux citoyens d'être toujours plus vigilants, plusieurs institutions financières retirent des produits qui les protégeaient pourtant : cartes prépayées, solutions de paiement limité, mécanismes de prêt plus encadrés. Ces produits permettaient pourtant de réduire l'exposition des données bancaires et de limiter le surendettement.

En parallèle, elles mettent de l'avant :

- différentes lignes de crédit plus facilement accessible,
- des cartes à limites variables,
- des plateformes transactionnelles ultrarapides.

Des produits plus rentables, plus risqués et moins protecteurs.

À cela s'ajoute un autre enjeu souvent méconnu : une des agences responsables des dossiers de crédit comme Équifax est une société américaine. Au Canada, l'entité Équifax Canada est une filiale d'Équifax USA, avec un bureau à Toronto. Or, les institutions financières elles-mêmes peinent à maintenir un discours fluide et cohérent auprès de ces agences — ce qui complique la correction d'erreurs, le suivi des fraudes et la défense des droits des consommateurs.

Lorsque les données sont compromises ou mal interprétées, ce sont les citoyens qui en subissent les conséquences : refus de crédit, baisses de cote, enquêtes interminables.

Un terrain fertile pour le surendettement et pour les prêteurs rapides

L'inflation, les taux d'intérêt élevés et la hausse du coût de la vie exercent une pression énorme sur les ménages. Les aînés, en particulier, connaissent une montée inquiétante des faillites et des propositions de consommateur.

Les prêteurs rapides, eux, prospèrent. Avec leurs taux exorbitants et leur marketing agressif, ils profitent de la détresse financière des gens. Leur promesse d'argent rapide attire surtout les jeunes consommateurs, déjà exposés à un environnement où tout se fait instantanément.

La combinaison "faible littératie – clic rapide – crédit facile" devient explosivement dangereuse.

Conclusion : une responsabilité collective

Nous demandons beaucoup aux citoyens : reconnaître les fraudes, protéger leurs données, gérer leurs mots de passe, analyser des contrats complexes... alors même que les institutions retirent des outils protecteurs, multiplient les produits risqués et accélèrent les transactions.

Pour que le numérique reste un espace sécuritaire, la responsabilité doit être partagée. Les institutions financières et les autorités réglementaires doivent renforcer leurs pratiques, offrir des produits réellement protecteurs et favoriser la transparence.

La littératie numérique et financière n'est plus un simple atout : c'est une nécessité sociale, économique et démocratique, surtout pour protéger nos jeunes consommateurs.

CONGE DES FÊTES

19 décembre au 5 janvier inclusivement

Durant cette période, nous invitons les consommateurs à communiquer avec l'Office de la protection du consommateur au numéro suivant :

1-888-OPC-ALLO (1-888-672-2556)

Pour toutes urgences et/ou demandes au Fonds Irène Gauthier, communiquez au 418-444-0603.

NOS SERVICES

- Défense et promotion de vos droits
- Consultation budgétaire
- Référence – aide alimentaire et autres ressources
- Ateliers de formation
- Fournitures scolaires
- Soutien pour les services en ligne
- Commissaire à l'assermentation
- Service de documentation et de recherche
- Service téléphonique
- Service de recouvrement – Hydro-Québec
- Micro-Prêt sans intérêt – Desjardins
- Gestionnaire du Fonds Irène Gauthier
- Clinique d'impôt (Sept-Îles)

DEVENEZ MEMBRE

- Individuel / annuel : 5,00 \$
- Organisme / annuel : 20,00 \$

<https://criccn.ca/devenez-membre/>

LE CRIC

Port-Cartier - Téléphone : 418-766-3203
Sept-Îles - Téléphone : 418-968-6199
Cellulaire : 418-444-0603
Télécopie : 418-766-3312

Bureau principal:

1, rue Wood, bureau 2, C.P. 204
Port-Cartier (Québec) G5B 2G8

Point de service:

652, avenue de Quen, Sept-Îles (Québec) G4R 2R5

www.criccn.ca

cricportcartier@telus.net

CRIC MEMBRE DE:

Coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ)

Chambre de commerce de Port-Cartier (CCPC)

Table régionale des organismes communautaires (TROC) Côte-Nord

Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)

Regroupement des organismes en défense collective des droits (RODCD)

CRIC SUBVENTIONNÉ PAR:

Secrétariat à l'action communautaire autonome et aux initiatives sociales (SACAIS)

Autorité des marchés financiers (AMF) - Coalition des associations de consommateurs du Québec (CACQ)

Office de la protection du consommateur (OPC)

Hydro-Québec

Desjardins

Conférence religieuse canadienne (CRC)

Centraide Duplessis (Fonds Irène Gauthier)

ArcelorMittal Exploitation minière Canada

Dépôt légal

Bibliothèque Nationale du Québec
ISSN-0832-7866



**PLAN XPERT
TECHNOLOGIES**

Impressions: PlanXpert - Sept-Îles

L'équipe du cric

Rédaction

Marianne Lachance

Édition

Annie Lamarre
Katie Beaudin
Karo-Lyne Mayer